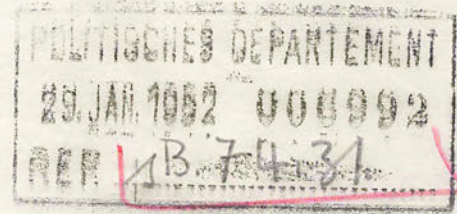


SWISS DIPLOMATIC MISSION
IN JAPAN

B.12.- We/k.

Confidentiel

Tokio, le 25 janvier 1952.



Monsieur le Ministre,

Le décision du Premier Ministre de traiter avec le gouvernement nationaliste de Formose continue à préoccuper les esprits. J'en veux pour preuve une conversation que j'ai eue hier avec M. Nishimura, chef du Bureau des traités au Ministère des affaires étrangères et qui, vous vous en souviendrez, a été la cheville ouvrière, du côté japonais, des négociations de paix. Il se prépare maintenant à discuter avec M. Dean Rusk l'accord administratif du traité de sécurité.

M. Nishimura a abordé spontanément le problème et parlé avec une franchise qui, même si l'on tient compte des relations très confiantes que j'entretiens avec lui, montre à quel point la lettre du Premier Ministre à M. Dulles a frappé les cercles dirigeants japonais. Voici son avis sur la question.

Selon lui, pour ceux qui connaissent l'intensité de la pression américaine, la décision du Premier Ministre n'a rien de surprenant. Les déclarations officielles faites tant à Washington par le "State Department" qu'à Tokio par le Gaimusho et affirmant que le chef du gouvernement japonais a pris librement sa décision, ne correspondent en aucune façon à la réalité. Cela dit, M. Nishimura qui, au Ministère des affaires étrangères, est considéré comme un des partisans les plus résolus de l'entente avec les puissances occidentales, estime que les Etats-Unis ont commis

Aux Affaires politiques
du Département politique fédéral,
B e r n e .



- / 2 -

une grosse erreur en voulant amener le Japon à prendre dès maintenant une position définitive à l'égard de la question chinoise. Washington a été desservi par son désir de créer une situation sans équivoque dans cette partie du globe. Cette impatience a quelques chose d'un peu primitif et choquant et risque à longs termes de nuire à la cause américaine au Japon. Il va de soi que le Japon n'aurait pu se permettre, dans les circonstances actuelles et aussi longtemps qu'une tension aiguë se maintiendra entre les deux blocs de puissances, de se rapprocher politiquement de la Chine communiste. Il n'en a pas non plus le désir. En revanche, des contacts économiques entre le Japon et sa voisine ne pourraient être que profitables au groupe occidental en rendant moins dépendante de l'aide américaine l'économie nipponne. De telles perspectives apparaissent dorénavant comme lointaines. Mon interlocuteur conclut en notant que Washington a péché par impatience, ce qui représente une faute cardinale lorsqu'il s'agit de l'Asie.

Venant d'une personnalité aussi intègre et ouverte aux idées occidentales que l'est M. Nishimura, ces réflexions sont intéressantes et représentatives sans doute d'un état d'esprit largement répandu dans les cercles dirigeants japonais.

Je voudrais, à la suite de ces propos précis, faire mention d'une rumeur persistante et à laquelle Sir Esler Dening, par exemple, m'a dit accorder créance. La lettre du Premier Ministre à M. Dulles aurait été en fait antidatée et rédigée non pas le 24 décembre mais durant la seconde semaine de janvier. L'adresse du Maréchal Stalin au peuple japonais aurait en effet engagé M. Dulles à exiger du chef du gouvernement cette prise de position catégorique. Plusieurs indices, inutiles à mentionner ici, viennent corroborer cette thèse, selon laquelle aussi M. Yoshida aurait agi contre l'avis des fonctionnaires supérieurs du Gaimusho.

- 3 -

D'aucuns disent déjà aujourd'hui que le Premier Ministre n'a, ce faisant, engagé que sa seule autorité et non pas celle du gouvernement. Cela laisserait donc au Japon et à ses dirigeants certaines possibilités de manoeuvres.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

L. Heil

✓ Annexe:

texte de la lettre du Premier Ministre.

"NIPPON TIMES" - Thursday, January 17th, 1952.

Text of Letter

The full text of Mr. Yoshida's letter to Mr. Dulles follows:
December 24, 1951.

"Dear Ambassador Dulles:

"While the Japanese Peace Treaty and the U.S.-Japan Security Treaty were being debated in the House of Representatives and the House of Councillors of the Diet, a number of questions were put and statements made relative to Japan's future policy toward China. Some of the statements, separated from their context and background, gave rise to misapprehensions which I should like to clear up.

"The Japanese Government desires ultimately to have a full measure of political peace and commercial intercourse with China which is Japan's close neighbor.

"At the present time it is, we hope, possible to develop that kind of relationship with the National Government of the Republic of China, which has the seat, voice and vote of China in the United Nations, which exercises actual governmental authority over certain territory, and which maintain diplomatic relations with most of the members of the United Nations. To that end my Government on November 17, 1951, established a Japanese Government Overseas Agency in Formosa with

(Continued on Page 2)

Japan Ready to Enter Pact With Taipei Gov't

(Continued From Page 1)

the consent of the National Government of China. This is the highest form of relationship with other countries which is now permitted to Japan, pending the coming into force of the multilateral Treaty of Peace. The Japanese Government Overseas Agency in Formosa is important in its personnel, reflecting the importance which my Government attaches to relations with the National Government of the Republic of China. My Government is prepared as soon as legally possible to conclude with the National Government of China if that Government so desires, a treaty which will reestablish normal relations between the two Governments in conformity with the principles set out in the multilateral Treaty of Peace. The terms of such bilateral treaty shall in respect of the Republic of China, be applicable to all territories which are now, or which may hereafter be, under the control of the National Government of the Republic of China. We will promptly explore this subject with the National Government of China.

"As regards the Chinese Communist regime, that regime stands actually condemned by the United Nations of being an aggressor and in consequence, the United Nations has recommended certain measures against that regime, in which

Japan is now concurring and expects to continue to concur when the multilateral Treaty of Peace comes into force pursuant to the provisions of Article 5 (a) (iii), whereby Japan has undertaken "to give the United Nations every assistance in any action it takes in accordance with the Charter and to refrain from giving assistance to any State against which the United Nations may take preventive or enforcement action". Furthermore, the Sino-Soviet Treaty of Friendship, Alliance and Mutual Assistance concluded in Moscow is virtually a military alliance aimed against Japan. In fact, there are many reasons to believe that the Communist regime in China is backing the Japan Communist Party in its program of seeking violently to overthrow the constitutional system and the present Government of Japan. In view of these considerations, I can assure you that the Japanese Government has no intention to conclude a bilateral treaty with the Communist regime of China.

"Yours sincerely,
"Shigeru Yoshida"